De quoi s'agit-il?

Nous entendons par «**cadre règlementaire et démocratique**», la mise en œuvre d'un espace public où la participation collective est instituée (au sein de la classe, de l'école...) et régie par un cadre qui prend appui sur deux niveaux de droit:

- la réaffirmation des droits fondamentaux;
- le droit de participation direct de la personne.

Ce cadre règlementaire et démocratique fait l'objet d'adaptations. Il sera en constante évolution au regard des situations rencontrées, des activités vécues, analysées et discutées, au regard des spécificités de la classe.

Finalités

Ce cadre garantit:

- l'institutionnalisation de la participation individuelle et collective des élèves, de par son inscription dans le droit;
- la mobilisation collective des élèves dans des dispositifs de participation;
- un processus pouvant conduire au renforcement du pouvoir de la parole collective des élèves par la mise en œuvre et/ou par l'élargissement des espaces démocratiques au sein de l'école;
- le respect du droit de chacun d'exprimer publiquement son opinion;
- l'expression libre des opinions de chacun des élèves au regard du respect des valeurs de la démocratie qui organise cette liberté;
- la participation de chacun, à sa mesure, à une coélaboration, à une coconstruction de sens;
- la reconnaissance mutuelle et le dialogue entre les élèves et leur(s) enseignant(s);
- ...

Participation et démocratie

La participation est associée à la prise en compte d'une relation égalitaire. Conforté dans son rôle d'acteur impliqué, l'élève est reconnu en qualité «d'expert» de sa propre situation. Son expérience intime de la situation vécue confère une légitimité à son savoir. Il revient aux enseignants, de faciliter l'expression de cette «expertise» des élèves.

Si dans les modèles relationnels «traditionnels», les élèves se contentent d'obéir à des règles institutionnelles, les enseignants doivent composer avec la compétence des élèves cadrée par des droits individuels et collectifs. Les élèves devraient pouvoir faire preuve d'une implication plus grande dans les projets qui leur sont proposés. Le « pouvoir d'agir » offre aux élèves, à côté des libertés formelles et des ressources, les moyens d'opérer la conversion de leurs ressources en liberté réelle. Il s'agit de développer les liens constitutifs d'un monde commun.

La question de la participation des élèves est un enjeu primordial qui interroge la conception démocratique des pratiques institutionnelles.

Construire des pratiques dans une perspective démocratique ne peut se limiter à une parole autorisée ; cela implique non seulement que la parole de l'élève s'autorise d'elle-même à une critique du sens du travail institutionnel et de ses formes organisationnelles, mais aussi que cette parole produise de réels effets décisionnels dans les projets collectifs de la classe, de l'école.... C'est dans cet ordre du possible que la parole des élèves peut se dégager d'un ordre normatif dans lequel elle est souvent tenue et que la place des élèves peut trouver sa souveraineté.

Participation et valeurs démocratiques

- **Liberté**

La liberté d'expression impose que soit assurée, au sein de cet espace démocratique de participation, la possibilité pour chacun des élèves d'émettre propositions et avis sur chacun des thèmes soumis à débat. Les modalités d'organisation et de fonctionnement de cet espace citoyen doivent garantir la mise en œuvre pleine et entière de ce principe.

- **Égalité**

Corollaire du principe de liberté, le principe d'égalité impose que la parole de chaque élève soit également considérée et prise en compte. Les propositions et avis émanant du «groupe citoyen» résultent des échanges entre chacun de ses membres et en constituent la synthèse. Cette synthèse fait également mention des avis divergents et propositions alternatives formulés.

- **Respect des pratiques culturelles et convictionnelles**

Les élèves citoyens s'engagent volontairement à œuvrer en faveur de leur classe, de leur école, de leur quartier... dans le respect des convictions de chacun. Cette mobilisation relève d'une démarche collective et solidaire au service de l'ensemble des élèves et promouvant la dialogue interculturel. A ce titre, il ne saurait y être toléré d'actes prosélytes ou manifestation contraires à la liberté de conscience de chacun.

- **Neutralité**

Cet espace démocratique est le lieu d'expression des élèves, que rassemble leur appartenance commune à la classe, à l'école... et l'objectif commun d'apporter les réponses les plus pertinentes aux problématiques identifiées. Sa « neutralité » signifie son indépendance et son autonomie vis-à-vis de tout groupe de pression manifestement hostile au respect du principe de pluralité.

- **Pluralité**

La pluralité des voix qui s'expriment au sein du groupe garantit la richesse des positions qu'il porte. Les principes de non-discrimination s'imposent dans le fonctionnement et l'expression des élèves.

- **Coconstruction**

La mise en place de cet espace de participation collective conduit à envisager les élèves comme des partenaires à part entière, étroitement associés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des projets communs proposés. Les élèves sont ainsi appelés, à mobiliser leur « expertise » et à contribuer, conjointement avec leur(s) enseignant(s) à la définition des actions les plus pertinentes au regard des besoins identifiés dans la classe, dans l'école...

Sources

[BOUDJEMAI Youcef, *La participation collective des usagers : ordre normatif ou processus démocratique ?*](#) Consultant-formateur dans le secteur social et médicosocial, Président de l'Association de l'Ecole Européenne Supérieure en Travail Social/ Nord-Pas De Calais (consulté le 2/05/2016)

PAQUETTE Claude, *Analyse de ses valeurs personnelles*, Montréal, Québec-Amérique, 1982

Fédération Wallonie-Bruxelles, Socles de compétences, *[Cours et] Education à la philosophie et à la citoyenneté*, 2016